K 544

LA

CORRUPTION

PAR

A. DELAIRE

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

3e ÉDITION

(Extrait de la *Réforme sociale*, du 1er janvier 1893.)

PARIS

BUREAUX DE LA *RÉFORME SOCIALE*

54, RUE DE SEINE, 54

172 2
I 37 c 3

UNIONS DE LA PAIX SOCIALE

Fondées par F. LE PLAY, en 1872.

Les *Unions de la Paix sociale*, ébauchées dès juin 1871, furent le produit d'un élan spontané du patriotisme. Elles réunissent *sur le terrain de l'observation* les hommes pratiques et dévoués que préoccupe le mal social de notre époque. Elles comptent plus sur l'initiative des individus que sur l'influence des gouvernants. Elles ne s'occupent pas des affaires politiques et laissent à leurs membres la plus complète indépendance. Mais chacun comprendra qu'il est du devoir et de l'intérêt de tous de chercher, par l'observation des modèles, les éléments essentiels du bien dans la vie privée ; ce sont là, en effet, les plus fermes et les plus solides garanties de la prospérité publique. Les *Unions* s'appliquent ainsi à substituer la description des faits à l'affirmation des idées préconçues, et à mettre en lumière les conditions indispensables à la stabilité des familles, à la paix des ateliers, à la prospérité morale et matérielle du pays.

Pour faire partie des *Unions de la Paix sociale*, il faut être présenté par un membre des Unions, ou s'adresser au secrétaire général.

Les membres des *Unions* reçoivent tous les quinze jours la revue : *La Réforme sociale*. Ils sont convoqués, chaque hiver, à des réunions locales d'études sociales, et, au mois de mai, à un Congrès général, à Paris.

La cotisation annuelle est de **15 francs**.

Secrétariat : rue de Seine, 54, Paris.

5

LA CORRUPTION

24 F 12 L. M. A.

> Quand une république est corrompue, on ne peut remédier à aucun des maux qui naissent qu'en ôtant la corruption et en rappelant les principes.
>
> MONTESQUIEU.
>
> *Esprit des lois*, VIII, 12.

I

« Il arrive très souvent qu'on ordonne aux grands magistrats et aux principaux ministres de danser sur la corde, pour montrer leur habileté et pour faire connaître à l'empereur qu'ils n'ont pas perdu leur talent. Flimnap, le grand trésorier de l'Empire, passe pour avoir l'adresse de faire une cabriole sur la corde au moins un pouce plus haut qu'aucun autre seigneur de l'Empire : je l'ai vu plusieurs fois faire le saut périlleux... Ces divertissements causent souvent des accidents funestes, dont la plupart sont enregistrés dans les archives impériales. J'ai vu moi-même deux ou trois prétendants s'estropier; mais le péril est beaucoup plus grand quand les ministres eux-mêmes reçoivent l'ordre de signaler leur adresse, car, en faisant des efforts extraordinaires pour se surpasser eux-mêmes et pour l'emporter sur les autres, ils font presque toujours des chutes dangereuses. On m'assura qu'un an avant mon arrivée, Flimnap se serait infailliblement cassé la tête en tombant, si l'un des coussins du roi, qui se trouvait par hasard à terre, ne l'eût préservé. »

P 31605

N'allez pas chercher là d'irrévérencieuses allusions : ceci n'est extrait ni de l'enquête d'un juge d'instruction, ni des colonnes d'une feuille à scandale ; ce n'est qu'une boutade humoristique de celui que Voltaire appelait le Rabelais de l'Angleterre. La verve satirique de Swift, dans les *Voyages de Gulliver* dont le succès fut prodigieux dans tous les rangs de la société anglaise, raille ainsi, à propos de la cour de Lilliput, la servilité des ministres et du Parlement, la chute de Walpole en 1717 et le replâtrage qui, grâce à la duchesse de Kendal, l'avait maintenu au pouvoir.

Dès le siècle précédent, en effet, le scepticisme s'est largement propagé en Angleterre en raison des violences et des excès commis au nom de la religion par les divers partis. Ses progrès ont été servis par le talent des lettrés comme par les mauvaises mœurs de la cour. Cette double influence fut plus forte que jamais sous les règnes des deux premiers Georges, quand se répandaient les écrits de Hobbes et Locke, alors que Bolingbroke en importait les idées dans les salons parisiens. La corruption politique se développait d'ailleurs avec le régime parlementaire, et elle abaissait étrangement les classes dirigeantes sous le ministère Walpole. Les marchandages éhontés se poursuivaient ouvertement sans soulever de réprobation indignée. Des mœurs honteuses ou une vénalité notoire n'empêchaient pas d'exercer de grandes charges et, chose plus douloureuse, ceux qu'un passé correct semblait devoir garantir s'avilissaient jusqu'à partager la responsabilité du pouvoir avec des gens tarés. De la vie publique la contagion envahit peu à peu la vie privée : descendant du haut en bas de la société, elle revêt un caractère de grossièreté répugnante jusque-là sans exemple.

« Les Anglais, dit Montesquieu, ne sont plus dignes de leur liberté. Ils la vendent au roi, et, si le roi la leur

redonnait, ils la lui vendraient encore. Un ministre ne songe qu'à triompher de son adversaire dans la Chambre basse, et pourvu qu'il en vienne à bout, il vendrait l'Angleterre et toutes les autres puissances du monde... Point de religion en Angleterre ; quatre ou cinq de la Chambre des communes vont à la messe ou au sermon de la Chambre, excepté dans les grandes occasions où l'on arrive de bonne heure. Si quelqu'un parle de religion, tout le monde se met à rire [1]. »

Il semblait que rien ne pouvait arrêter ce débordement du mal, et pourtant, avant la fin du siècle, « s'est accomplie une réforme mémorable, l'un des enseignements les plus utiles que l'on puisse offrir aux pessimistes qui, au mépris des promesses du Livre saint, déclarent sans remède une corruption nationale [2]. »

Aucune recherche, peut-être, ne serait aujourd'hui plus opportune que celle qui mettrait en lumière par l'étude patiente des mémoires, des correspondances et des autres documents du temps, quelles furent les causes multiples de cette rénovation morale. Il les faudrait suivre dans le détail des faits à partir du premier réveil de l'opinion. Essayons du moins d'en indiquer la marche.

Georges III, contrairement à ce qu'avaient été ses prédécesseurs, apportait sur le trône l'exemple des bonnes mœurs. Le premier lord Chatam s'efforçait de restaurer les habitudes de probité politique. Mais ces exemples et ces efforts restaient impuissants ou éphémères tant que la partie éclairée de la nation n'avait pas été amenée à voir dans sa propre corruption la cause première des maux que subissait l'Angleterre. Le

1. Montesquieu, *Notes sur l'Angleterre* (1729).
2. Le Play et A. Delaire, *La Constitution de l'Angleterre considérée dans ses rapports avec la loi de Dieu et les coutumes de la paix sociale*, t. I, p. 282.

retour aux principes du bien dans la vie privée des classes dirigeantes s'est ainsi effectué individuellement, en quelque sorte, sous l'impulsion d'écrivains éminents. Même aux mauvaises époques, les saines coutumes de la tradition nationale étaient rappelées dans des livres que leur vogue mettait entre toutes les mains. Ecoutez encore Swift et son langage plein d'allusions transparentes : « Dans le choix qu'on fait des sujets pour remplir les emplois, on a plus d'égard à la probité qu'au grand génie. Comme le gouvernement est nécessaire au genre humain, on croit que la Providence n'eut jamais dessein de faire de l'administration des affaires publiques une mission difficile et mystérieuse qui ne pût être remplie que par un petit nombre d'esprits rares et sublimes tel qu'il en naît au plus deux ou trois dans un siècle ; mais on juge que la vérité, la justice, la tempérance et les autres vertus sont à la portée de tout le monde, et que la pratique de ces vertus, accompagnée d'un peu d'expérience et de bonne intention, rend tout homme de bon sens propre au service de son pays. On est persuadé que le défaut des vertus morales est loin de pouvoir être suppléé par les talents supérieurs de l'esprit ; ceux-ci rendraient les personnes qui les possèderaient et n'auraient ni bonnes mœurs ni bonne foi, plus dangereuses dans les emplois que ne pourrait l'être un ministre ignorant et borné, mais intègre. On pense que les erreurs d'un honnête homme ne peuvent être aussi funestes au bien public que les pratiques ténébreuses d'un ministre dont les inclinations seraient corrompues, dont les vues seraient criminelles, et qui trouverait dans son esprit de quoi faire le mal impunément[1]. »

Bien d'autres ont continué et agrandi cette propagande par le livre que le satirique avait commencée

1. Swift, *Voyages de Gulliver*, 1re partie, ch. VI.

mais c'est surtout à Samuel Johnson et à Edmund Burke qu'est due la transformation qui a rétabli dans les esprits et dans les cœurs l'ascendant de la religion, et qui a ramené les classes dirigeantes à leur principal devoir : conjurer la corruption et accomplir la réforme. Ils ont été aidés dans leur tâche par ces grandes leçons que la Providence donne aux peuples : d'une part, les revers de la guerre d'Amérique et la perte des colonies de la Nouvelle-Angleterre sont apparus comme une de ces calamités nationales qui sont à la fois le châtiment et le remède des corruptions nationales ; d'autre part, les maux déchaînés sur la France depuis 1789 ont été signalés éloquemment par Burke, dès les premiers crimes de la Terreur, comme la conséquence fatale de la révolte contre les éternelles traditions du genre humain. Ce double enseignement transforma les idées, puis les mœurs. « Ce fut, au dire de Montalembert, en même temps une renaissance de la foi et une renaissance des mœurs chrétiennes. La moralité générale de la société anglaise s'est incontestablement améliorée... Il faut féliciter et honorer l'aristocratie anglaise de n'avoir pas attendu le déluge révolutionnaire pour mettre un frein à la corruption qui menaçait de l'envahir, et qui a, partout ailleurs, envahi et énervé les victimes avant le naufrage [1]. »

Telle est, dans ses grands traits, cette admirable rénovation religieuse qui a mis fin à l'ère de scepticisme et de corruption et qui s'est accomplie par une énergique réforme individuelle, grâce aux réserves morales que gardait la vie privée. Rien ne fait mieux sentir l'erreur de ceux qui voient dans la vie publique, et surtout dans le gouvernement, la cause prépondérante de la destinée des peuples. Ceux-là sont souvent conduits à attribuer

1. Montalembert, *De l'avenir politique de l'Angleterre*, p. 239.

la prospérité de l'Angleterre à l'action propre de la royauté et de la noblesse, et au contrôle exercé sur elles par les deux chambres du Parlement. Cette vue n'est guère confirmée par l'histoire, car, sous la maison d'York, la noblesse dominait le roi et le Parlement; sous les Tudors et Jacques Ier, le Parlement et la noblesse étaient au contraire subordonnés; enfin, sous le protectorat pourtant glorieux de Cromwell, la royauté était décapitée, la noblesse asservie et le Parlement avili. « Il existe donc dans la constitution britannique, dit Le Play, un pouvoir qui est à la fois plus sage et plus stable que les trois principales autorités de son organisme politique; qui, aux bonnes époques, développe la prospérité en déférant l'action gouvernementale aux vertus de la royauté, aux talents de la noblesse et au mécanisme du Parlement; qui, aux époques de défaillance de ces trois institutions, intervient plus directement pour conjurer l'effet des catastrophes intérieures ou des empiètements de l'étranger; qui enfin a fait grandir la nation anglaise plus régulièrement qu'aucun peuple connu. Ce pouvoir prépondérant dans la constitution sociale de l'Angleterre est la famille anglo-saxonne[1]. »

Depuis les premiers Tudors, en effet, la coutume anglo-saxonne de la liberté de tester, pratiquée par les paysans et les artisans, s'est substituée au droit d'aînesse, importé par la conquête normande et conservé jusque-là par les familles nobles. Dans tous les rangs les pères de famille sont ainsi devenus les législateurs de la vie privée, assurant à chaque foyer la transmission obéie de la loi de Dieu, le respect de l'autorité paternelle et par suite l'amour de la tradition nationale. Par une conséquence inévitable, leur influence rayonne

1. *La Constitution de l'Angleterre*, t. I, p. 99.

irrésistible dans la vie publique, et la prépondérance de la hiérarchie du travail et de la vertu s'affirme dans le gouvernement d'une foule d'intérêts généraux. Ce n'est pas à dire que la société anglaise échappe à la souffrance : de menaçants symptômes se manifestent; mais, mieux que toute autre, la race, appuyée sur le Décalogue et l'autorité paternelle, a su conjurer les dangers ou réparer les maux qu'amène partout l'abus de l'activité commerciale, de la richesse matérielle et des cultures intellectuelles.

En rappelant comme le plus profitable des exemples la mémorable réforme religieuse d'il y a cent ans, il importait d'indiquer au moins, avec les impulsions qui l'ont suscitée, l'appui qu'elle a trouvé dans les fortes assises de la constitution sociale. Elle a été, on ne saurait trop le redire, une énergique réaction de la vie privée sur la vie publique, et ce sont les vertus renaissantes de la famille qui ont triomphé des vices invétérés du gouvernement.

II

Plus d'un lecteur ne sera-t-il pas tenté de nous arrêter ici pour nous reprocher d'obéir à quelque idée préconçue, de caresser quelque théorie favorite en attribuant à la famille, à ses coutumes, à son esprit, un rôle si capital ? Qu'on veuille bien cependant considérer un moment les faits les plus vulgaires au milieu desquels nous vivons souvent inattentifs. L'ingénieux écrivain dont nous avons cité quelques pages à demi-plaisantes, n'avait-il pas raison de dire que le bonheur des sociétés ne dépend pas d'invention ou de science dont quelques hommes de génie seraient seuls capables ? Est-il, en effet, quelque chose de plus décevant en pareille matière

que l'esprit de nouveauté ? « En suivant ces lumières trompeuses, il en a plus coûté à la France, remarque Burke dans ses *Réflexions*, pour acquérir des calamités évidentes, qu'à aucune autre nation pour se procurer des avantages certains. » Le prodigieux essor de nos connaissances scientifiques a sur ce point depuis un siècle entretenu d'orgueilleuses erreurs. Le progrès matériel sans doute s'obtient par d'incessantes découvertes, et une fois acquis il est rarement perdu. Mais le progrès moral ne se trouve que dans une meilleure pratique des vérités connues, et la souffrance reparaît si la pratique est oubliée. « Nous n'avons pas fait de découvertes, répétait Burke à ses contemporains ; nous n'avons à en faire ni dans l'ordre moral, ni dans les principes du gouvernement, ni dans la notion de la liberté. » On ne perfectionnera ni le Décalogue, ni l'Evangile : en propager les enseignements divins, c'est s'élever vers le progrès, et inversement, déchristianiser une race, c'est la faire rétrograder dans la barbarie, en rendant la prédominance à l'homme sensuel et violent[1].

En réalité, les règles qui maintiennent les sociétés heureuses sont inscrites dans les faits, et dans les faits d'expérience quotidienne, de telle sorte que les plus humbles peuvent aisément en comprendre le sens quand ils ne se laissent pas égarer par des mirages mensongers. C'est ainsi que Le Play aimait à redire que l'expérience des mères suffit à réfuter l'erreur fondamentale que les philosophes du XVIIIe siècle ont infusée à l'esprit français et qui, depuis lors, a vicié nos idées, nos mœurs et nos institutions. L'auteur de *la Réforme sociale*, que

1. « Il n'y a que lui (l'Evangile) pour nous retenir sur notre pente natale, pour enrayer le glissement insensible par lequel incessamment et de tout son poids originel notre race rétrograde vers ses bas-fonds. » Taine : La reconstruction de la France en 1800, l'Eglise ; *Revue des Deux-Mondes*, 1er juin 1891, p. 494.

des écrivains superficiels ont quelquefois accusé de manquer de philosophie, a démontré par la plus nette des analyses psychologiques que la croyance à la perfection originelle de l'homme qui était, en 1789, une des colonnes de l'orgueil humain [1], est l'origine de tous nos faux dogmes modernes sur la liberté, l'égalité, la souveraineté du nombre, la démocratie, le droit de révolte... Ce principe qui, au temps de Rousseau, a tourné toutes les têtes, et qui est resté inconsciemment au fond de tous les cœurs, a pour conséquences irrésistibles la barbarie, la violence, l'anarchie [2] : quelle loi et quelle constitution, quelle société et quel gouvernement pourraient subsister en face de cette notion que l'homme rendu à ses libres instincts va droit à la vertu ? La plus vulgaire des nourrices sait bien, au contraire, que, chez le petit enfant, avec les premières lueurs de l'intelligence apparaissent aussi les passions : la colère et l'envie, plus tard la violence et la dissimulation. Le fait d'expérience, ce n'est donc pas la spontanéité de la vertu, mais la nécessité de la correction. Et c'est dès le plus jeune âge que la verge de la discipline doit chasser la folie du cœur de l'enfant. Que de fois on entend répéter avec une tendresse trop faible : « Le cher petit, à quoi bon le gronder déjà, n'aura-t-il pas assez de larmes à verser dans la vie ? d'ailleurs, quand la raison viendra, il comprendra de lui-même ce qu'il doit faire. » Autant vaudrait prétendre qu'il faut laisser grandir la branche

1. Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, introduction.

2. Au cours d'une belle étude de M. Ferdinand Brunetière qu'il faut lire en entier dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1er janvier 1895, nous relevons le passage suivant : « L'erreur, peut-être la plus grave que la philosophie du dernier siècle ait commise — en la personne de Diderot autant et plus qu'en celle de Rousseau, — c'est d'avoir substitué le dogme de la bonté naturelle de l'homme à celui de sa perversité foncière. »

avant de la courber le long de l'espalier[1]. C'est au contraire quand l'âme, le caractère, la volonté, qui composeront cette nouvelle individualité morale, commencent à se former et sont en quelque sorte « à l'état naissant », qu'il la faut façonner. L'autorité infiniment douce mais résolument ferme des parents la doit dresser selon la loi de Dieu. Les parents, qu'on ne l'oublie pas, ont reçu du Créateur un don merveilleux : ils continuent son œuvre en appelant à la vie un être nouveau sur la terre. Ils devront pourvoir à ses besoins matériels en même temps qu'ils le prépareront à ses devoirs envers les hommes ; autrement ce serait un parasite, un barbare qu'ils introduiraient dans la société. Mais bien plus haute encore est leur mission : cette âme immortelle que Dieu leur a confiée, il faut la conduire à ses éternelles destinées. Ainsi l'autorité paternelle, la seule que Dieu ait instituée dans le Décalogue, est la plus auguste qui se puisse concevoir, celle qui peut suppléer à toutes les autres et qu'aucune autre ne saurait remplacer. Les petits la peuvent exercer avec autant de dignité que les puissants, car elle n'exige ni la richesse, ni la science, mais la droiture du cœur, et les humbles sont souvent plus près de Dieu.

Appuyer les pères dans l'accomplissement de leur tâche, c'est fortifier la race ; les entraver, c'est la détruire. Cette tâche, en effet, est-elle remplie à chaque foyer, alors toutes ces pousses nouvelles sont vivifiées par une même sève. Les jeunes générations se plieront naturellement à la loi de Dieu, autant que la faiblesse humaine le permet ; grandissant dans le respect des

1. V. dans la *Réf. soc.* du 16 septembre, la conférence faite au Congrès annuel de la Société et des Unions par M. Ferdinand Nicolay sur *les Enfants despotes au foyer de la famille*. L'auteur a développé les mêmes considérations dans un livre fort remarqué : *les Enfants mal élevés*, que vient de couronner l'Académie des sciences morales et politiques.

ancêtres et de leurs traditions, elles sont aptes au progrès et à la liberté, puisqu'elles savent se conduire et qu'elles ont pour guide les coutumes aimées de la patrie. Mais si, dans une famille, le devoir paternel est méconnu, l'enfant insoumis à la loi morale est une cause de trouble dans la société ; il fait souffrir et par contrecoup il souffre ; il se révolte contre Dieu, c'est un barbare. Et s'il en est ainsi dans toutes les familles, les générations qui s'élèvent se détruisent elles-mêmes dans l'antagonisme et la haine, en répétant ce cri que nous entendons trop souvent retentir : Ni Dieu, ni maître ! A bas la patrie ! Alors, c'en est fait de la race.

La gloire de Le Play, c'est d'avoir su lire dans les faits d'observation ces décisives leçons. Le rappel concis que nous venons d'en faire suffira peut-être à montrer comment un peuple que la corruption commence à envahir, reste cependant apte à la réforme si les hommes au cœur droit comprennent à temps les avertissements de la Providence ; si, appuyés sur des familles solidement constituées, ils s'appliquent avec énergie à ramener les jeunes générations à l'obéissance aux commandements du Décalogue. Tel a été le cas en Angleterre, il y a un siècle, quand les familles anglo-saxonnes, instruites par des évènements douloureux, éclairées par d'éminents penseurs, ont su à chaque foyer conjurer, en revenant à Dieu, la corruption inoculée à la race par des gouvernants avilis. En pourra-t-il être de même en France ?

III

Les écroulements auxquels nous assistons sont une de ces dures leçons par lesquelles la Providence réveille les nations qui l'oublient. S'il ne s'agissait que de la

disparition de quelques personnalités méprisables et de l'effondrement d'une coterie sectaire qui, depuis quinze ans, traite la France honnête en ennemie, ce serait déjà une juste revanche de l'honneur et de la liberté. Mais il y a plus : les évènements récents sont la constatation décisive d'un fait qu'on ne voulait pas voir. « La révolution, écrivait Le Play au moment où M. Grévy arrivait à la présidence, la révolution servie par les fortes races qu'avait créées l'ancienne France, a pu d'abord inspirer certaines illusions ; mais son caractère pernicieux apparaît à mesure qu'elle est dirigée plus exclusivement par les hommes dégradés ou impuissants qu'elle a formés [1].» Du point de vue élevé où nous sommes placés et où nous tenons à demeurer, les hommes ne comptent pas, les partis s'effacent ; il n'y a plus que la révélation désormais indéniable d'un état morbide qui apparaît tout à coup, et qui, de jour en jour, laisse mieux reconnaître les progrès inattendus que la contagion a faits en tous sens, depuis ceux qui trafiquent des fonctions publiques jusqu'à ceux qui volent l'argent des pauvres. Ministres prévaricateurs, députés vendus, magistrats complaisants, barreau pusillanime, il semble que tout soit déconsidéré et souillé. Nos gouvernants ne ressemblent guère à Gœthe qui, sur son lit de mort, demandait : Plus de lumière, encore plus de lumière ! Les malheureux s'embrouillent dans les dénégations et les aveux, et s'épuisent à chercher des équivoques et des diversions. Plus ils s'efforcent d'assourdir la lanterne ou de ne la confier qu'à des mains amies, plus ils autorisent les soupçons à monter et à s'étendre, indécis, mais probables, irrésistibles.

Encore une fois, il ne s'agit ici ni de république, ni de monarchie, mais de la société elle-même, avilie par

1. *La Réforme sociale en France*, ch. 69, II (1878).

ceux qu'elle avait mis à sa tête, et menacée par les excès, peut-être sanglants, qu'ils auront suscités.

La France, dit-on, a traversé dans sa longue histoire bien d'autres épreuves. Ne retombons-nous pas d'ailleurs depuis cent ans dans des révolutions périodiques? Pour quelques-uns, en outre, nos souffrances sont les douleurs inévitables des enfantements; déjà, disent-ils, s'annoncent l'aurore des temps nouveaux et le triomphe de la démocratie sur les formes vieillies du passé... De peur d'être dupés par de brillantes illusions et des mots sonores, interrogeons les faits.

Le rapide examen que nous en avons fait nous a montré tout à l'heure que, chez toutes les races prospères, les deux fondements de la constitution sociale sont le Décalogue et l'autorité paternelle. Tant que les familles restent éparses, à chaque foyer les pères, guidés par la loi morale, suffisent à gouverner les intérêts communs. Ainsi appuyée, la nation grandit pour les destinées auxquelles l'appellera l'avenir. Mais, à mesure que les familles s'agglomèrent, la conquête du pain quotidien devient plus difficile, le père s'y absorbe, et sa mission morale réclame chaque jour davantage le concours de la religion, de ses ministres et de ses rites. En même temps, des conflits naissent du rapprochement des familles, et une autorité les doit départager : c'est le rôle du souverain et de ses agents. Ainsi, chez les races compliquées, deux éléments, la religion et la souveraineté, viennent compléter la constitution essentielle. Sans pousser plus loin cette analyse, demandons à notre histoire comment, chez nous, l'édifice social a supporté les grandes crises du passé. A chacune d'elles nous en verrons les assises successives plus profondément atteintes jusqu'à ce que les fondations elles-mêmes soient détruites.

Devant les recherches de la science, le règne de saint

Louis apparaît de plus en plus comme le point culminant de nos annales; le royaume est le plus puissant de l'Europe, le roi par son renom de sagesse et de sainteté est l'arbitre des peuples, la paix sociale règne au dedans, la langue et la poésie rayonnent partout au dehors. Un savant érudit, qu'une mort foudroyante vient d'enlever à nos affectueux respects, M. Siméon Luce, nous l'a dit avec une chaude éloquence[1]. Dans sa parole émue resplendissaient la droiture de son cœur et l'élévation de son âme; ce n'était plus l'historien du moyen âge, c'était la vieille France elle-même, vivante sous nos yeux — « Dieu ! qu'il la fait bon regarder ! » — la vieille patrie de l'honneur et des preux !

Moins d'un siècle après ce grand règne, commence la terrible crise de la guerre de Cent ans. Dans cet immense désastre, la souveraineté est presque détruite, le petit-fils de saint Louis n'est plus que le roi de Bourges; mais la religion est intacte; à plus forte raison les fondations, la famille et le Décalogue, ne sont pas en péril; et quand Jeanne d'Arc a battu les Anglais et conduit le roi à Reims, la prospérité revient bientôt; car il a suffi de rétablir la souveraineté pour que la constitution sociale soit tout entière restaurée. — Après le règne de Louis XII, qui fut comme le reflet éloigné de la royauté de Louis IX, les défaillances des clercs, les guerres d'Italie, le faste des Valois ramènent la souffrance avec la Réforme et les guerres de religion. Avant la fin du XVIe siècle, archers anglais, reîtres allemands, armées espagnoles, huguenots et ligueurs portent partout la guerre civile en France; la souveraineté est encore plus compromise qu'au temps de Duguesclin et

1. Siméon Luce : F. Le Play, la vieille France, l'Ecole des Chartes et la Société d'économie sociale; discours d'ouverture du Congrès de la Société et des Unions en 1891. (*Réf. soc.*, 1er juillet 1891.)

de la Pucelle, et l'héritier de la couronne doit la conquérir par des victoires répétées; mais, de plus, cette fois, la religion, ce lien suprême de toutes les âmes, est atteinte, divisée par le schisme, minée par le scepticisme. Les fondations seules restent encore intactes, et cela suffit pour qu'après l'Édit de Nantes, la souveraineté et la religion étant restaurées ensemble, l'émulation des deux clergés amène la culture morale au plus haut degré de perfection. C'est le siècle de Pascal et de Descartes, de saint François de Sales et de saint Vincent de Paul, de Turenne et de Condé. La France est digne une fois encore d'être prise pour modèle par l'Europe. — Puis l'abus de la puissance égare les gouvernants et les sophismes des lettrés préparent un nouveau désastre. La révolution éclate; elle emporte la souveraineté, la royauté est abolie, le roi décapité; elle bannit la religion de ses sanctuaires et, à la place du Christ vivant, elle met la Raison, personnifiée par des filles publiques. Mais il y a plus: par un attentat nouveau les fondations mêmes de l'édifice social sont détruites; les décrets de la Terreur, et plus tard les lois du partage forcé ruinent l'autorité paternelle, l'esprit de famille, la tradition nationale; en même temps le Décalogue est remplacé par les Droits de l'homme. Cette fois l'œuvre de destruction est complète, il ne reste rien [1].

Ainsi les grandes épreuves qu'a traversées la France ont eu une inégale gravité et des conséquences fort différentes. A chacune d'elles, une nouvelle assise de la constitution sociale était minée, et, partant, le retour

1. « A quoi ressemble-t-elle notre France moderne, si fière de sa cohésion? Elle ressemble à une maison en pierres sèches posées les unes sur les autres sans ciment; le ciment c'était la religion; il est tombé et nous ne savons par quel mortier le remplacer. » Anatole Leroy Beaulieu, *La Papauté, le socialisme et la démocratie* (*Revue des Deux-Mondes*, 1er mars 1892).

à la prospérité devenait chaque fois plus difficile. Il suffisait d'abord de réparer quelques lézardes, il fallut plus tard relever les murailles, il faut maintenant reprendre les fondations. Tandis qu'autrefois les réserves morales de la vie privée fournissaient le moyen de guérir la corruption des gouvernants, aujourd'hui les familles elles-mêmes sont fatalement dissoutes, les foyers systématiquement détruits, et les empiètements de la vie publique ont anémié toutes les viriles initiatives. Repassez nos annales depuis un siècle et voyez comme elles confirment les faits que nous venons de rappeler. Au rebours de ce qui était advenu dans le passé, toutes les reconstructions qu'on a tentées se sont écroulées, précisément parce qu'elles n'avaient aucune fondation. Et nous avons usé au moins vingt-cinq constitutions politiques; et nous avons essayé les souverainetés les plus diverses, empires, royautés et républiques. Tous ces gouvernements, invariablement acclamés à leur naissance et conspués à leur chute, ont souvent été servis par le génie, la gloire ou les talents; et cependant, quels que fussent leurs principes contraires et leurs caractères opposés, tous ont eu un sort aussi éphémère. La principale cause de leur ruine n'est donc pas en eux-mêmes; elle est dans les erreurs constantes de la nation; et comme, à travers les couches profondes de celle-ci, l'action des lois et des mœurs révolutionnaires étend de proche en proche ses effets dissolvants, les essais dont le succès momentané avait du moins fourni des abris temporaires deviennent eux-mêmes impossibles à renouveler. Tous les faits — et nous avons dû nous borner à signaler seulement les plus saillants — établissent donc avec évidence que les épreuves au milieu desquelles nous nous débattons depuis cent ans sont plus graves que celles du passé, qu'elles s'aggravent encore avec le temps, parce qu'on

s'illusionne sur leurs causes et qu'on se détourne du seul remède efficace : la réforme des idées et des mœurs de la nation elle-même.

Les évènements actuels nous font aisément comprendre pourquoi un trop grand nombre de nos gouvernants avaient une aversion personnelle contre les institutions ou les hommes qui parlent des devoirs et des droits de la conscience. Depuis quinze ans, d'ailleurs, nos hommes d'Etat sont les adversaires déclarés du Décalogue et semblent n'avoir d'autre préoccupation que d'anéantir tout ce qui rappelle Dieu et la loi morale. Tandis que toutes les grandes nations, l'Angleterre, la Russie, les Etats-Unis sont unanimes à honorer la religion comme la première des institutions sociales, nos gouvernants n'ont travaillé qu'à expulser Dieu. Ils l'ont banni des institutions, refusant ses bénédictions sur les tombes comme sur les berceaux, sur le passé qui meurt et sur l'avenir qui s'éveille. Ils ont rayé son nom sur les harangues du chef de l'Etat dans les circonstances les plus solennelles, comme sur les livres des enfants pour leurs leçons quotidiennes. Ils l'ont chassé de l'école au risque de préparer une criminalité de plus en plus précoce et sans cesse croissante[1]. Ils l'ont chassé de l'hôpital, au risque de refuser aux déshérités de la vie, quand ils souffrent, quand ils meurent, jusqu'à la consolation des célestes espérances. Plus corrupteurs que les courtisans et les favorites auprès d'un monarque absolu, ils ont, pour perpétuer leur pouvoir, spéculé sur les passions basses du souverain populaire, éternellement mineur et irresponsable, parce qu'il est faible et confiant, errant à la merci de quiconque, en lui cachant le ciel, l'empêche de « marcher

1. V., dans *la Réf. soc.* des 16 janvier et 1er février 1892, l'éloquente conférence de M. H. Joly sur la criminalité dans l'état présent des esprits.

à l'étoile ». Et, par tous les moyens, ils ont chassé Dieu de l'âme du peuple en excitant son orgueil par le matérialisme d'une fausse science, en encourageant par l'impunité la dépravation des mœurs, et en multipliant par intérêt électoral les abrutissantes tentations du cabaret. Ils ont dressé les fils à outrager leur mère et ils ont monopolisé l'école pour y faire enseigner le mépris du passé de la patrie ; le fait n'est pas contestable, puisque l'enseignement donné par l'Etat à l'école primaire, docile instrument de règne, est en contradiction flagrante avec l'enseignement donné par l'Etat au Collège de France, à l'Ecole des Chartes, partout où il est œuvre de science impossible à asservir. Ils se sont souvenus que le Christ a dit en montrant les misérables : « Tout ce que vous ferez à l'un de ces petits, c'est à moi que vous le ferez » ; et ne pouvant frapper Dieu même, ils ont frappé le pauvre, en spoliant hypocritement tous ceux qui se dévouent à soulager la misère, à instruire l'ignorance, à consoler la douleur, les Petites Sœurs des pauvres, comme les humbles Filles de la Charité. Ainsi s'est accomplie la violation successive des deux premiers commandements qui concernent le respect de Dieu ; du troisième qui ordonne de garder le jour du Seigneur ; du quatrième qui institue l'autorité des parents, gardienne de la coutume du bien ; nous sommes arrivés au septième : « Tu ne voleras point. » Pourtant, comme la France aime le travail, l'art et la gloire, qu'elle amasse des richesses et conserve de nobles qualités, bien des succès leur ont souri, au dedans ou au dehors. Ils ont même pu rêver que leur œuvre recevait l'onction sainte... Et à l'instant où, dans leur superbe, ils se vantaient d'avoir élevé un monument inébranlable, voilà qu'une petite pierre se détache de la montagne et tout menace ruine, car le colosse d'airain n'a que des pieds d'argile.

Jamais démonstration par les faits n'a été plus concluante : on ne relèvera d'une manière durable la prospérité de la race qu'en la faisant reposer sur ses deux fondements nécessaires : la loi de Dieu et l'autorité du père. C'est à cette tâche de régénération sociale que tous ceux qui aiment la France doivent concourir de leurs efforts et de leur dévouement.

IV

A quoi bon, disent volontiers les blasés ou les mystiques, à quoi bon ces plans de régénération sociale à long terme ? Il s'agit bien de cela ! *La maison brûle, appelons les pompiers !* C'est là une des vieilles formules dont on nous a longtemps rebattu les oreilles, et qui est tout aussi usée que tant d'autres accessoires d'antan, tels que le sacerdoce de la presse et l'indépendance des magistrats, ou la corruption impériale et l'austérité républicaine. Que de fois nous l'avons entendu répéter en ces termes mêmes dans le salon de la place Saint-Sulpice où, chaque soir, pendant les années qui suivirent la guerre, se pressaient autour de Le Play tant d'hommes d'Etat et de membres de l'Assemblée nationale ! Les Unions de la paix sociale se fondaient alors, et Le Play ne se lassait pas de répéter, avec l'autorité de son expérience, la sûreté de son savoir, la force de ses convictions, qu'on ne pouvait rien espérer en dehors d'une réforme morale ; et il adjurait les gens de bien de tous les partis d'ajourner les questions politiques insolubles et de s'unir autour du Décalogue pour en combattre les adversaires et pour réaliser les réformes qui, en rendant la stabilité aux familles et la liberté aux associations, auraient rendu aussi la paix aux ateliers et la vie aux institutions

locales : « Assurément, répondait chaque interlocuteur ; mais c'est là une réforme à long terme, il faut d'abord courir au plus pressé, la maison brûle, il faut les pompiers. » Braves gens, si vous aviez commencé alors cette rénovation morale que vous continuez à écarter comme trop lente, les enfants que vous auriez formés seraient depuis longtemps des hommes, et la patrie serait sauvée !

Il est vrai qu'il eût fallu quelque effort et beaucoup de ténacité, un peu de cette initiative habituelle aux peuples libres dont nous prétendons copier tour à tour les constitutions, empruntant tantôt la monarchie parlementaire à l'Angleterre, tantôt la république démocratique à l'Amérique ; et comme, chez nous, les énergies de la vie privée sont taries à leur source dans la famille, nous trouvons bien plus commode de ne rien changer à nos habitudes... et d'attendre les pompiers. Je crois même que si, dans vingt ans, au milieu des ruines, les cendres ne sont pas entièrement refroidies, des honnêtes gens — s'il en reste — veilleront encore sur elles, en attendant les pompiers. Qu'adviendrait-il de nous, grand Dieu ! si nos paysans allaient s'imaginer aussi d'attendre la moisson sans avoir rien mis en terre ?

Dans ce grand désarroi, les plus responsables, les plus coupables, sont-ce bien les égarés qui font le mal parfois inconsciemment ? Ne sont-ce pas plutôt les honnêtes gens qui discernent le bien à faire, mais n'ont pas l'énergie de l'accomplir ? Ils se bornent à gémir en laissant les destructions librement se poursuivre, et si elles font un jour un peu plus de fracas, les uns murmurent, les autres crient : *Où est l'homme ?* Il y a quelques années, à une autre époque d'écœurement où le pays affolé courait vers celui qu'il avait cru être « un homme », nous avons cherché à montrer [1], et nous n'y

1. V. la *Réf. soc.* du 1er mars 1889, p. 257.

reviendrons pas, qu'une dictature, fût-elle excellente, ne ferait encore qu'une œuvre fragile si l'on s'entêtait à construire sur le sable, si le répit qu'elle procurerait à la nation n'était aussitôt employé par celle-ci à sa régénération morale, à la restauration du respect de Dieu et du père.

Il serait puéril de compter sur des gouvernants, élite éclairée, qui pourrait, instruite par les épreuves, susciter et conduire un relèvement social. Avec les formes politiques que la nécessité nous impose, et nous imposera longtemps sans doute, ces citoyens qu'on ne juge pas capables de gérer les minces affaires de la commune qu'ils habitent, cette foule, ignorante et inconsciente, va choisir souverainement au hasard du nombre ceux qui gèreront l'Etat. C'est se leurrer d'étrange sorte que de croire qu'elle ira préférer, sauf erreur ou exception, ceux qui la voudraient gourmander et redresser. Dans sa complète irresponsabilité, elle est infiniment plus tyrannique et capricieuse que le plus asiatique des potentats. On n'en peut être le chef qu'à la condition de la flatter et de lui obéir. Pour en obtenir les suffrages, il en faut partager les sentiments et les passions, ou les simuler pour les exploiter. Dans ces conditions, la représentation nationale est, de toute nécessité, inférieure moralement au peuple lui-même. Toujours les *sous*-vétérinaires, suivant le mot brutal du tribun. Rien de surprenant d'ailleurs, c'est l'infirmité de la démocratie[1]. Tout puissants pour propager la corruption, les gouvernants sont incapables de provoquer la

1. « Tandis que les instincts naturels de la démocratie portent le peuple à écarter les hommes distingués du pouvoir, un instinct non moins fort porte ceux-ci à s'éloigner de la carrière politique où il leur est si difficile de rester complètement eux-mêmes et de marcher sans s'avilir. » (Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, t, I. ch. XIII.)

réforme. C'est à la nation de la leur imposer quand elle a conscience du péril et ne veut pas se résigner à la décadence. Le bon sens l'indique, les faits le prouvent, l'histoire le vérifie, le Saint Père le rappelle. Que veut-on de plus ? Encore une fois, nous tournons dans un labyrinthe dont la seule issue est le sentier qui monte et mène à Dieu.

N'imitons pas les imprudents qui se détournent de la voie droite et courent à l'abîme, séduits par les mirages. Chaque âge a eu sa chimère. En 1789, c'était « la liberté » : beaucoup de nobles esprits s'en sont engoués, mêlant aux élans généreux les illusions et les sophismes, la voulant mettre dans les institutions alors qu'elle n'était ni dans les idées, ni dans les mœurs, s'unissant follement aux novateurs épris de destructions. Puis, quand la réalité brutale les a dégrisés, quelques-uns seulement ont pu rester fidèles aux fraîches amours de leurs jeunes années ; la plupart, désenchantés et meurtris, demeurent incapables de se reprendre à une ferme espérance [1]. — En 1848, c'était « la démocratie » que des enthousiastes prétendaient importer d'Amérique, sans voir qu'un vieux pays où l'héritage des traditions, la centralisation administrative, le régime urbain, l'ingérence de l'Etat sont si considérables [2], ne pouvait s'accommoder brusquement

1. Les témoignages à cet égard se multiplient : on connaît l'opinion de Renan, souvent manifestée ; voici les réflexions moroses d'Emile de Laveleye : « Nous sommes très différents de nos aïeux de la fin du siècle dernier. Convaincus de la bonté native de l'humanité, ils abordaient les réformes et les révolutions avec une sereine confiance. Aujourd'hui la plupart d'entre nous sont tristes et presque découragés. » (*Le Gouvernement dans la démocratie*, t. I, préface, 1891).

2. Thomas Jefferson, le célèbre démocrate américain auquel un long séjour en Europe à la veille de la révolution avait permis de nous comparer à ses compatriotes, constatait la distinction profonde : « Les hommes de nos Etats... peuvent avec sécurité se

des institutions d'une jeune race au sein de laquelle le gouvernement n'est rien encore, tandis que les juvéniles activités de la vie privée sont toutes puissantes[1]. Et, par suite, nous nous épuisons constamment dans une tentative que condamne l'expérience de tous les temps[2]. — Aujourd'hui, c'est le « socialisme », qu'on décore volontiers de quelque épithète décente pour le mieux faire accueillir dans les salons. Sous la première république, on voulait être « citoyen » ; sous la deuxième, tout le monde était « ouvrier » ; sous la troisième, cela ne suffit plus, il faut être « socialiste ». De toutes les chimères, celle-ci est la moins excusable et la plus dange-

réserver à eux-mêmes un contrôle salutaire sur les affaires publiques et un degré de liberté qui, dans les mains de la *canaille* des villes d'Europe, serait bientôt employé à la destruction des intérêts publics » (*Mélanges politiques*, édition Conseil, t. II, p. 220). Depuis un siècle, cette prévision a été sans cesse confirmée sous nos yeux : en Europe, par les faits qui accompagnent le développement du régime démocratique ; aux Etats-Unis, par les conséquences qu'amène le progrès du régime urbain. — V. aussi les belles études de M. Anatole Leroy-Beaulieu sur le règne de l'argent (*Revue des Deux-Mondes*, 1894, *passim*). L'auteur montre comment, sur les ruines de la royauté, de la noblesse, de l'Eglise, se fonde la suprématie de la richesse, la seule supériorité tangible pour tous, et comment, dans l'antiquité, en Europe, aux Etats-Unis, la démocratie enfante nécessairement la ploutocratie. « L'esprit chrétien, l'esprit de renoncement et de charité, qui a longtemps embaumé le monde, s'évapore lentement comme le parfum d'un vase brisé. La lutte pour la vie est la foi et la loi du jour, et qu'est la lutte pour la vie, dans les cervelles populaires, sinon la lutte pour l'argent ? »

1. M. Boutmy a montré, avec une sagacité fine et pénétrante, pourquoi et comment les idées de gouvernement, de patriotisme, sont encore en formation aux Etats-Unis (*Annales de l'École libre des sciences politiques*, octobre 1891).

2. « On a vu des républiques aristocratiques se maintenir longtemps et traverser des siècles avec éclat ; mais les seules démocraties dont l'existence n'ait pas été de courte durée ont été constituées par des pâtres ou par des agriculteurs, c'est-à-dire par des hommes dont les conditions étaient très égales. Quand on se rappelle ces faits, ainsi que les prévisions des esprits les plus clairvoyants, on ne peut considérer l'avenir sans inquiétude.» (Emile de Laveleye, *Le Gouvernement dans la démocratie*, préface, 1891).

reuse : la moins excusable, car, si la liberté anglaise existe près de nous, si la démocratie américaine est vivace, par contre le socialisme n'a fait encore nulle part le bonheur du genre humain ; la plus dangereuse, car cette alchimie sociale joue avec les plus terribles explosifs et prépare la faillite définitive de notre civilisation, en surexcitant le déchaînement sauvage des passions envieuses, en supprimant la fécondité morale et économique du travail libre, en accroissant au delà de toute limite l'oppression déjà si lourde de l'Etat. Que de larmes, que de sang peut-être, couleront avant que soient réparés les maux causés par la perversité des uns et par la folie des autres !

Les menaces du socialisme font encore apercevoir par d'autres aspects la nécessité du retour à l'esprit de l'Evangile. On ne saurait trop honorer, encourager, multiplier les institutions qui assistent l'ouvrier, soit dans les difficultés normales de la vie, soit dans les crises de sa laborieuse existence : habitations à bon marché et propriété du foyer, économats et sociétés coopératives, caisses d'épargne, sociétés de secours mutuels, caisses de retraites, assurances ouvrières, etc. Ce sont là autant d'améliorations pratiques, immédiates, fécondes pour le corps, l'intelligence et l'âme même, puisqu'elles favorisent la permanence des engagements, l'accession à la propriété, les habitudes d'épargne et de prévoyance, la stabilité du foyer. En gravissant ces échelons, on s'approche du but : la paix sociale. Mais ce but, on ne saurait l'atteindre que si, à leurs mérites économiques, ces institutions joignent le bienfait moral de faciliter les rapports personnels, les relations fréquentes, le contact des cœurs. Autrement, aucun de ces expédients n'arriverait à apaiser l'antagonisme actuel. Les ouvriers, ou plutôt leurs meneurs, se désintéressent en effet de ces questions dès qu'on s'applique à les résoudre. Il n'y

faut plus voir, disait M. Liebknecht au récent congrès de Marseille, qu'une matière à articles pour des revues académiques. En fait, ce sont entre leurs mains des armes qu'ils rejettent dès qu'ils les voient s'émousser. La véritable question sociale, c'est toujours au fond l'éternelle inégalité des conditions qui reste sans contrepoids et sans consolation quand fléchissent les fermes croyances. « Autrefois, dit Pierre Leroux, au nom d'un ouvrier interpellant la société moderne, autrefois il y avait un Dieu dans le ciel, un paradis à gagner... je supportais pour mériter, je souffrais pour jouir de l'éternel bonheur... j'avais les sacrements, j'avais le saint sacrifice, j'avais le repentir et le pardon de Dieu... J'ai perdu tout cela. Je n'ai plus de paradis à espérer, il n'y a plus d'Eglise; vous m'avez appris que le Christ était un imposteur... Donc, je veux ma part de la terre. Vous avez tout réduit à de l'or et à du fumier, je veux ma part de cet or et de ce fumier [1]. » Seule, l'idée chrétienne relève ainsi la dignité des humbles et des déshérités par la certitude des divines promesses. Seule, d'autre part, elle contraint ceux que la fortune a comblés à borner leur luxe pour ne point limiter leur charité; à ne pas laisser leur vie s'abaisser dans l'oisiveté du plaisir ou la poursuite du gain; à en consacrer une large part au service gratuit du bien public; à ne se considérer jamais que comme les dispensateurs des biens que la Providence leur a départis. Seule, enfin, elle rapproche le pauvre et le riche, parlant à l'un d'espérance, à l'autre de devoir, à tous deux du patrimoine céleste dont ils sont ensemble les héritiers.

1. Lire en entier ce curieux passage cité par Le Play dans *la Réforme en Europe et le salut en France, programme des Unions*, p. 111.

C'est ainsi que, par le retour à l'esprit de l'Evangile, « la paix sociale doit descendre du ciel[1]. »

Après avoir fait en quelque sorte le tour de l'horizon, nous revenons au point de départ; partout l'expérience et l'observation ont rendu le même témoignage, partout nous avons trouvé, gravée dans les faits, cette parole de l'Ecriture : « Je vous mets devant les yeux la bénédiction si vous obéissez aux commandements du Seigneur, la malédiction si vous n'obéissez point[2]. » Ce que Le Play inscrivait déjà comme la conclusion dernière de l'étude scientifique et impartiale des ouvriers européens, les calamités nationales l'ont douloureusement vérifié, et les évènements depuis lors, ceux d'hier encore une fois, en constituent sous nos yeux l'éclatante démonstration expérimentale. Ne la trouvera-t-on pas suffisante?

N'est-il pas temps, enfin, à côté de l'œuvre d'études et de recherches, d'engager cette action décisive dont le fondateur des Unions de la paix sociale traçait le programme ? « Le parti des Unions, qui doit se constituer pour sauver la France, aura une tâche facile s'il subordonne sa conduite aux règles suivantes : Prendre uniquement pour drapeau le Décalogue; acquérir la science et le dévouement nécessaires pour démontrer aux égarés que cette loi suprême est le fondement du bonheur des nations. Appliquer à la vérité et à la réforme l'esprit de prosélytisme qui ne s'emploie guère, depuis un siècle, que dans l'intérêt de l'erreur et des révolutions. Enfin appeler les citoyens à l'œuvre de salut en substituant le nom de *réformateurs* à celui de *conservateurs*; renoncer, dans le langage de la politique, à cette dernière dénomination, qui a le double inconvénient de froisser les

1. Anatole Leroy-Beaulieu, La Papauté, le socialisme et la démocratie; *Revue des Deux-Mondes*, 1er mars 1892.
2. *Deutéronome*, XI, 26-28.

novateurs modérés et de rendre suspects les hommes dévoués au renversement des faux dogmes [1]. »

Quoi ! dira-t-on, mais c'est là un programme vieux de vingt ans ! C'est qu'en effet la tâche usera le labeur de plus d'une génération. Comment s'en étonner ! La diffusion de l'erreur, quoique favorisée par les mauvais penchants de la nature humaine, a été lente dans sa marche, et c'est la lenteur même de cette invasion qui en a longtemps fait nier les effets mortels. C'est hier seulement qu'elle a atteint la grande masse urbaine ; c'est aujourd'hui qu'elle pénètre dans la grande masse rurale. L'histoire n'offre aucun exemple d'un peuple qui aurait volontairement renoncé aux bienfaits de la religion et à la stabilité de ses institutions nationales ; mais elle nous apprend que les peuples ont toujours perdu ces biens quand ceux qui en avaient la garde ont oublié leurs devoirs et cédé à la corruption des idées et des mœurs, et qu'ils les ont recouvrés après que les exemples du bien avaient été remis en honneur. Il y faut toutefois le concours du temps, afin que le souvenir des maux passés puisse être effacé par une tradition renaissante de vertus privées et de dévouement public.

D'ailleurs, qu'on veuille bien le remarquer, cette action, ce prosélytisme ne dépendent en aucune sorte d'une entente générale dont il faudrait attendre le signal : tout au contraire, chacun les peut et les doit commencer sans réclamer le concours des autres. Toute réforme morale, en effet, quand elle ne se borne pas à une vaine apparence, doit être d'abord la règle de la conduite privée et des actes quotidiens ; et ce n'est pas à partir de demain, c'est dès aujourd'hui qu'il faut s'y conformer. N'est-ce pas ainsi, par les plus petites causes, partout et sans cesse agissantes, que s'accomplissent

1. F. Le Play, *Le Principe et les moyens du salut*, p. 27 (1873).

les grands phénomènes de la nature ? C'est grain à grain pendant de longs siècles qu'au fond des océans se forment lentement les masses qui seront un jour des continents et des montagnes. Il n'y a donc lieu ni de s'effrayer de l'éloignement du but à atteindre, ni de différer à se mettre en marche, puisque l'action peut être immédiate et doit être individuelle avant de devenir générale et puissante.

C'est ainsi que la mémorable réforme morale que nous avons rappelée en commençant ces pages, quoiqu'elle ait trouvé dans les fortes assises de la société anglaise des appuis qui font défaut chez nous, a mis près d'un siècle à s'accomplir, à passer des écrits des penseurs dans les mœurs de la nation entière.

Honneur à nos contemporains qui, au devant des égarés, ont éclairé la route par la lumière de la vérité ! Honneur au plus illustre d'entre eux, à celui qui, substituant l'histoire au pamphlet, a jeté sur nos modernes origines une décisive clarté, en dressant pièce à pièce l'inventaire de l'héritage légué par la Révolution à la France contemporaine. « Les deux hommes, nous disait un jour le grand évêque d'Angers, les deux hommes qui, de notre temps, ont le mieux servi la cause du vrai sont Le Play et M. Taine. » Nous sommes heureux d'unir ici ces deux noms dans un commun hommage.

Honneur aussi à tous ceux qui savent parler à la jeunesse et répondre à ses généreux instincts. Déjà un souffle de printemps a passé, la semence a germé silencieuse, le grain commence à lever, et plus tard, si Dieu le veut, mûrira l'abondante moisson. Les jeunes générations, ou du moins leur élite, échappent aux entraves du matérialisme : dans leurs aspirations encore confuses, ce qui les trouble, c'est le besoin de « l'au-delà », le besoin « d'avoir une âme » ; ce qui les attire et les retiendra, c'est le sentiment du devoir et du dévouement.

Puisse la jeunesse, soucieuse d'activité féconde, entrer nombreuse et vaillante dans ce « parti des Unions » qui aspire à réunir dans un même amour désintéressé et fidèle tous ceux qui veulent arrêter enfin l'erreur et la corruption qui nous dégradent, et ramener la patrie dans les voies de la grandeur et de la liberté, en servant Dieu et sa loi.

A. DELAIRE,

Ancien élève de l'École Polytechnique,
Secrétaire général des Unions de la Paix sociale.

POSTSCRIPTUM DE LA 3e ÉDITION

(*Janvier 1895.*)

Ecrites il y a deux ans, ces pages s'appliquent aux faits d'aujourd'hui comme à ceux d'hier. Elles trouvent dans d'incessants scandales de lugubres confirmations. « Ces livres, dont le texte ne vieillit pas au milieu de si grandes catastrophes, disait Le Play dans une de ses préfaces pendant l'année terrible, démontrent la compétence des autorités sociales qui, par leur pratique ou leurs discours, m'en ont fourni les éléments, et justifient également la méthode d'observation qui m'a guidé dans tous mes travaux. » (*Organisation de la famille*, avertissement.)

3 0112 061883978

LA RÉFORME SOCIALE

FONDÉE PAR **F. LE PLAY**, EN 1881

Revue universelle des questions sociales contemporaines

Paraissant le 1er et le 16 de chaque mois,
et formant par an
2 forts volumes in-8° de 1.000 pages chacun

ABONNEMENT ANNUEL : France, **20** fr.; — Union postale, **25** fr.

Bureaux à Paris, rue de Seine, 54

VIENT DE PARAITRE :

LES

REVENDICATIONS OUVRIÈRES EN FRANCE

PAR

A. BÉCHAUX

PROFESSEUR D'ÉCONOMIE POLITIQUE A LA FACULTÉ DE DROIT DE LILLE

GUILLAUMIN & Cie — ARTHUR ROUSSEAU

2e ÉDITION

1 volume in-18. Prix ..... **3 fr. 50**

AVIS. — Pour faciliter la rapide diffusion de ce livre important, le Secrétariat prévient les membre de la Société d'Économie Sociale et les membres des Unions qu'il le tient à leur disposition aux prix de faveur suivants :

Pris aux bureaux de la *Réforme Sociale* : **2 fr. 50**
Expédié par la poste, *après envoi du prix* : **3 fr.**

Mâcon, Protat frères, imprimeurs.